

Les dirigeants du G-20 veulent équilibrer la croissance et relancer l'emploi

Bulletin du FMI en ligne
Le 27 juin 2010



Le G-20 a souligné qu'il fallait aller plus loin dans la réforme du système financier à l'échelle mondiale (Image: G-20)

- Le Directeur général du FMI salue les mesures décidées par le G-20 pour soutenir la croissance et maîtriser les déficits
- Une réaffirmation encourageante de la détermination des dirigeants à mener à bien les réformes dans le secteur financier
- Le G-20 préconise une approche «calibrée» adaptée aux besoins de chaque pays

Les dirigeants des principaux pays industrialisés et émergents ont approuvé des mesures pour entretenir la reprise mondiale et ont déclaré qu'ils collaboreraient pour encourager la croissance économique, favoriser la création d'emplois et promouvoir la prospérité mondiale tout en renforçant le système financier et en maîtrisant les déficits publics qui ont atteint des proportions préoccupantes.

Les dirigeants du [Groupe des Vingt](#) (G-20) se sont réunis les 26 et 27 juin à Toronto pour faire le point sur la reprise en cours et décider des mesures à prendre pour l'entretenir, en rappelant que, sur le plan social, la crise continuait de faire largement sentir ses effets. Ils se sont fixé pour priorité absolue de préserver et de renforcer la reprise, qui reste inégale et fragile.

Les dirigeants du G-20 ont convenu d'élaborer un plan d'action global pour stimuler la croissance et promouvoir une reprise vigoureuse et durable; ce plan d'action sera peaufiné lors du prochain sommet qui se tiendra en novembre à Séoul. C'est là une initiative que le Directeur général du FMI a qualifiée de «fort prometteuse». Le FMI a apporté son concours au G-20 en analysant les moyens d'améliorer la croissance mondiale et continuera de soutenir le [Processus d'évaluation mutuelle](#) au cours de la prochaine phase.

Des approches différenciées

La reprise mondiale ne suivant pas le même rythme dans tous les pays, les dirigeants ont laissé aux gouvernements la faculté d'adapter leur riposte à la situation de leur propre pays. «Les pays qui sont confrontés à d'importants défis financiers doivent accélérer le rythme de l'assainissement de leurs finances publiques. Cela devrait se faire en parallèle avec les efforts déployés pour rééquilibrer la demande mondiale, afin que la croissance mondiale reste sur la voie de la viabilité», peut-on lire dans la [déclaration](#) du Sommet.

En se fondant sur des études effectuées par le FMI et la Banque mondiale, les dirigeants ont déclaré qu'un programme de réformes plus ambitieux pourrait stimuler sensiblement la croissance dans le monde entier. Ainsi, sur une période de cinq ans :

- la croissance mondiale s'accroîtrait de presque 4000 milliards de dollars;

- des dizaines de millions d'emplois seraient créés;
- encore plus de personnes sortiraient de la pauvreté;
- les déséquilibres mondiaux seraient sensiblement réduits.

Le Fonds monétaire international a rendu publique à Toronto son [évaluation](#) des différents scénarios d'amélioration de la croissance par le Processus d'évaluation mutuelle, conçu pour renforcer la synergie entre les programmes économiques nationaux afin de parvenir à une croissance plus forte à l'échelle mondiale. L'institution doit rendre publiques ses dernières prévisions pour la croissance mondiale le 8 juillet, à Hong Kong. M. Strauss-Kahn a rappelé qu'il fallait une croissance plus robuste pour réduire le chômage et alléger le lourd fardeau de l'endettement public.

Le Processus d'évaluation mutuelle du G-20 est le mécanisme qui permet de faire face au défi de la croissance, explique le FMI. Il trace trois axes de travail. Premièrement, les pays avancés doivent inévitablement rééquilibrer leurs finances publiques. Cela signifie mettre en place des plans budgétaires crédibles, pour l'essentiel à partir de 2011, car la reprise demeure fragile. Deuxièmement, les économies excédentaires doivent doper la demande intérieure, par exemple en investissant dans les dispositifs de protection sociale, en améliorant l'infrastructure et en assouplissant les taux de change. Troisièmement, les pays, notamment les pays avancés, doivent opérer des réformes structurelles sur divers fronts : sur les marchés des biens et de l'emploi pour pousser la croissance, et sur les marchés financiers pour la pérenniser.

Les mesures visant à freiner les dépenses publiques pour réduire les déficits budgétaires considérables doivent être «soigneusement calibrées» afin de ne pas étouffer la reprise, précise la déclaration du G-20. «Il ne s'agit pas d'avoir rééquilibrage budgétaire ou croissance, mais rééquilibrage budgétaire *et* croissance», a déclaré M. Strauss-Kahn.

Lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet, il a noté que les dirigeants du G-20 faisaient «de plus en plus référence au diagnostic du FMI et aux concepts qu'il prône, tels que le rééquilibrage mondial de la demande. C'est une évolution qu'il convient de saluer, à la fois parce qu'elle témoigne de la volonté politique de coordonner davantage les actions macro-économiques et parce que l'utilisation d'un vocabulaire, de concepts et d'analyses communs facilitera le dialogue de coordination au niveau mondial».

La réforme du secteur financier

Les dirigeants ont déclaré que d'autres progrès étaient requis également en ce qui concerne les travaux de remise en état et de réforme du secteur financier, en précisant que le programme de réforme dans ce domaine reposait sur quatre piliers :

- ***Un cadre de réglementation robuste.*** Lorsque les réformes auront été intégralement menées à bien, les banques devront détenir un montant beaucoup plus élevé de capitaux de meilleure qualité.

- ***Une supervision efficace.*** De nouvelles règles plus rigoureuses doivent s'accompagner d'un resserrement de la surveillance et de la supervision. Le G-20 a chargé le [Conseil de stabilité financière](#) de lui faire des recommandations, en consultation avec le FMI, en vue de renforcer la surveillance et de contrer rapidement les risques.
- ***Règlement de la situation des établissements financiers en difficulté.*** «Nous nous engageons à concevoir et à mettre en place un système qui nous donnera les pouvoirs et les outils pour restructurer ou régler tous les types d'institutions financières en crise, sans en faire porter le fardeau par les contribuables», ont déclaré les dirigeants du G-20.
- ***Évaluation internationale transparente et examen par les pairs.*** Le G-20 a renforcé son engagement à l'égard du [Programme d'évaluation du secteur financier](#) du FMI et de la Banque mondiale.

M. Strauss-Kahn s'est félicité de la place accordée à la [supervision](#) en déclarant : «Si le cadre de supervision adéquat n'est pas en place, c'est comme si vous n'aviez rien fait pour réformer le secteur financier».

En s'appuyant sur leurs déclarations faites à Pittsburgh en septembre dernier, les dirigeants ont examiné un rapport du FMI sur les moyens de faire en sorte que le secteur financier assume une part juste et substantielle du coût des interventions publiques engagées pour sauver ou soutenir des banques pendant la crise financière mondiale. Ils ont précisé que les pays pouvaient adopter diverses stratégies à cet effet, notamment taxer les banques.

Amélioration de la gouvernance du FMI

M. Strauss-Kahn s'est félicité du soutien exprimé par le G-20 à l'égard du FMI, notamment de son engagement à accélérer les travaux en vue de mener à bien la réforme des quotes-parts au FMI d'ici au sommet de Séoul en novembre, et de faire aboutir en parallèle d'autres réformes touchant à la gouvernance, conformément aux engagements pris au [Sommet de Pittsburgh](#).

«Les engagements pris aujourd'hui renforceront la légitimité et la crédibilité du FMI. Il reste encore beaucoup de travail à accomplir d'ici le sommet de Séoul. L'engagement de ratifier l'accord de 2008 sur les quotes-parts et la représentation ainsi que les réformes récentes relatives aux Nouveaux accords d'emprunt, devra être suivi d'effets. Au-delà, un travail difficile doit encore être effectué pour concrétiser le nouvel ensemble de réformes. Mais je suis convaincu que les pays membres sauront relever le défi», a souligné M. Strauss-Kahn.